



COMMEMORATION DES CONVENTIONS DE 1951 ET 1961  
SUR LE STATUT DES REFUGIES ET LA REDUCTION DES CAS D'APATRIDIE

Déclaration de Monsieur le Ministre des Droits  
de l'Homme et des Libertés Publiques  
République de Côte d'Ivoire

Genève, le 7 décembre 2011 AM

Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de  
Gouvernement,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Monsieur le Haut Commissaire,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs

Au nom de Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire, qu'il me soit permis tout d'abord de vous dire combien, mon pays est flatté de pouvoir aujourd'hui prendre la parole devant cette auguste assemblée. C'est pour moi un grand honneur de conduire la délégation ivoirienne à cette commémoration des conventions relatives aux statuts des Réfugiés et des Apatrides, car il s'agit de prendre des engagements tendant à favoriser la recherche de solutions définitives pour les dernières victimes des conflits armés qui ont secoué la sous-région ouest africaine, dont la Côte d'Ivoire durant cette dernière décennie, à savoir les déplacés, et ceux que notre crise à origine identitaire a placé dans une sorte de « no man lands juridique », à savoir les personnes exposées au risque de l'apatridie.

C'est l'occasion pour le Gouvernement de Côte d'Ivoire d'adresser toute sa gratitude et sa reconnaissance d'une part, aux pays frères qui ont offert l'asile à nos ressortissants qui ont fui le pays du fait de la crise post-électorale et d'autre part au HCR pour son importante implication dans la gestion des conséquences de cette crise.

Mesdames et Messieurs

**Pour ce qui est de la sincérité des engagements à prendre à l'endroit des réfugiés,** la Côte d'Ivoire est à l'aise pour faire remarquer qu'elle a déjà fait ses preuves car depuis son accession à l'indépendance, elle a toujours été le lieu d'accueil privilégié des personnes obligées de fuir leur pays par crainte pour leur intégrité physique.

Ce fut le cas pour les milliers de réfugiés libériens et rwandais qui ont trouvé refuge sur son sol, lors des crises qu'ont connu leur pays respectif.

C'est le lieu de rappeler que la Côte d'Ivoire a ratifié depuis décembre 1961, la convention de 1951 sur les réfugiés et a offert la possibilité du statut alternatif de résidents étrangers ou la possibilité de naturalisation à ceux frappés par la clause de cessation.

**Pour ce qui est du cas des Personnes Déplacées Internes et de celui des ivoiriens qui se sont réfugiés à l'étranger,** Le Gouvernement de Côte d'Ivoire remercie à nouveau La communauté internationale pour toute l'aide qu'elle a apporté à ses nationaux en détresse.

Grâce à cette aide et cette assistance, le nombre de PDIs sur site est passé de 78.000 en mai 2011 à 16.667 PDIs en novembre 2011.

Le Président de la République, a parcouru ces jours-ci plusieurs pays de la sous-région pour signer des accords tripartites de rapatriement avec les pays hôtes, pour rassurer les populations déplacées et les encourager à retourner dans leurs foyers. D'ailleurs plusieurs d'entre eux sont rentrés en Côte d'Ivoire ces jours-ci.

Malheureusement, les retours dans les zones d'origine ou de résidence habituelle demeurent difficiles à mettre en œuvre en raison principalement du manque de ressources pour la réinsertion des Personnes Déplacées Internes et des réfugiés.

Les défis sont grands et le Gouvernement en appelle à la communauté internationale pour continuer à lui fournir assistance pour la réinsertion des PDI et des réfugiés et, en particulier pour la reconstruction des villages détruits.

Dans cette logique, la Côte d'Ivoire s'engage à ratifier la Convention de l'Union Africaine sur la Protection et l'Assistance aux Personnes Déplacées en Afrique (Convention de Kampala) du 22 octobre 2009, à poursuivre les efforts pour assurer un environnement sûr aux personnes rapatriées et à soutenir les efforts vers la réconciliation nationale.

### **Pour ce qui est des personnes exposées au risque de l'apatridie.**

En 1960, la population d'immigrés se chiffrait à environ 480.000 personnes. Par la suite la Côte d'Ivoire a connu un flux important de nouveaux étrangers s'y sont installés en à demeure.

Pour réduire le risque d'apatridie concernant ces personnes, vu que la Côte d'Ivoire a opté pour la règle du jus sanguinis en 1972 comme critère d'attribution de la nationalité, plusieurs mesures ont été prises entre autres la possibilité d'acquisition de la nationalité ivoirienne par simple déclaration jusqu'en 1972, la procédure ordinaire de naturalisation, une procédure de naturalisation collective en 1995 et des procédures de naturalisation simplifiées en 2004 et 2005.

Mais dans les faits, force est de constater que, par ignorance de la loi, manque d'information ou par analphabétisme, ces procédures spéciales ont été peu usitées.

Le nombre de personnes à risque d'apatridie en Côte d'Ivoire a également augmenté après les différentes crises, surtout celle postérieure à la dernière élection de 2010, avec le déplacement massif des populations qui ont perdu tous leurs documents.

Compte tenu de tout ce qui précède, le Gouvernement de Côte d'Ivoire s'engage à

1. Veiller à l'intégration locale des réfugiés libériens et rwandais frappés par la clause de cessation, pour laquelle le Gouvernement sollicite le soutien de la communauté internationale;
2. Rechercher des solutions pour aider les Ivoiriens à obtenir les documents prouvant leur nationalité ;
3. Ratifier les conventions:
  - de Kampala portant sur la Protection et l'Assistance de personnes déplacées en Afrique ;
  - de 1954 relative au statut des Apatrides ;
  - de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie.

Je vous remercie de votre aimable attention.